

**Plénière de CESE**

**Participation du Président du Parlement européen, M. Schultz**

**DISCOURS**

**de**

**M. Luca JAHIER**

**Président du Groupe III "Activités diverses"**

**du Comité économique et social européen**

**10 décembre 2014**

---

**Seul le texte prononcé fait foi**  
**Check Against Delivery**

Monsieur le Président:

- Nous arriverons à la fin de cette année 2014, une année marquée par des événements politiques européennes significatives (élections au Parlement européen, nouvelle Commission), mais aussi par des commémorations *très* importantes pour l'Europe, telles que le centenaire du début de la première guerre mondiale et la chute du Mur de Berlin;
- Pendant ces 100 et 25 ans, la carte de notre Europe a complètement changé, des Empires se sont écroulés et des pays se sont divisés. D'ailleurs, nous vivons toujours avec les conséquences de ce monde post 1989, et malgré le fait que la 'Révolution pacifique' de l'Allemagne n'a pas amené 'La Fin de l'Histoire' tel que imaginé par l'historien Fukuyama, 1989 a quand même finalement résulté dans le 'Choc des Civilisations' anticipé par l'historien Huntington;
- C'est pour cela que le fait de voir le 9 novembre ces 8,000 ballons libérés au ciel tout au long des 15 km de l'ancien Mur de Berlin et d'entendre le hymne de l'Europe, Bethoven 'Ode à la Joie', devant la Porte de Brandenbourg, tout cela nous fait fiers d'être Européens. Il nous fait fier que nous avons pu aller au-delà des blessures du passé sanglant européen;
- Ce sont ces moments qui sont des *vraies* événements européennes, qui nous rappellent qu'il faut toujours regarder vers l'arrière, pour pouvoir aller vers l'avant;
- Nous voilà alors face à cette Europe décrite par le pape François devant le parlement européen comme étant "...de moins en moins un protagoniste dans un monde qui le considère souvent avec froideur, de méfiance et même, parfois, de la suspicion". Cette Europe de "*lassitude et de vieillissement ... (où) les grandes idées qui ont inspiré l'Europe semblent avoir perdu leur attraction, pour être remplacés par la bureaucratie de ses institutions*";
- Qu'allons-nous faire pour relancer notre Europe? Est-ce que ce le Plan d'Investissement annoncé par le Président de la Commission pourra vraiment nous 'sauver'? Est-ce que nous avons d'autres choix?
- Tout d'abord, oui, c'est vrai que l'Europe a besoin d'un investissement dans l'infrastructure – l'Europe a investi très peu dans ce domaine ces dernières années, seulement 2% de son PIB, soit la moitié du pourcentage investi par les Etats-Unis;
- Et oui, l'intention de M. Juncker de stimuler les moyens de transports, les connections digitaux et le secteur énergétique sont les bienvenues. Ainsi que pour sa décision d'investir plus dans l'éducation et la recherche, d'harmoniser les règles du marché et de réduire la bureaucratie;
- Néanmoins, il faut surtout que ce Plan d'Investissement soit à la hauteur des problèmes auxquelles nous devons faire face, et il est impératif que le Plan d'Investissement soit aligné avec la réforme de l'Europe 2020 qui est censé avoir lieu l'année prochaine;
- Pour le faire, il est crucial que toute approche européenne se focalise sur l'économie réelle, la cohésion territoriale et la création d'emploi. Il faudrait travailler en partenariat avec la société civile, y inclus l'économie sociale, afin d'assurer le développement durable, d'investir et de soutenir l'innovation sociale, de renforcer le pilier social et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Et oui, il faudrait des nouvelles politiques industrielle, de concurrence et d'énergie;
- Surtout, il faudrait changer notre perspective du bien-être et favoriser une approche de développement qui est intégrale, complémentaire et ambitieuse;
- Ainsi, malgré ma volonté d'être optimiste, j'ai quand-même quelques réticences quant aux moyens et à la forme de ce plan de sauvetage présenté par M. Juncker;
- Premièrement, de ces 315 milliards d'euros nécessaires pour ce plan de sauvetage, seulement 21 milliards seront des fonds propres à l'UE. D'ailleurs, ces 21 milliards ne sont pas des *nouveaux* fonds (il s'agit de 16 milliards d'euros du budget européen qui sera déplacé et le reste viendra de la BEI);

- Deuxièmement, il n'est pas du tout clair comment ces 21 milliards vont réellement attirer des investisseurs privés, voire des fonds publics – car il est prévu que les gouvernements nationaux soit aussi impliqués dans le co-financement. Mais la dette publique dans l'UE est à 87% du PIB. Et en ce qui concerne le secteur privé, il faudrait que les investisseurs soit convaincus, que des projets soient préparés, les permis obtenus, etc.;
- Une troisième observation: l'objectif de ce plan d'investissement est de créer 1.1-1.3 millions d'emplois – très bien, mais en Europe, nous avons 25 millions de chômeurs, comment allons-nous s'occuper d'eux?
- Finalement, j'ai quand-même des doutes sur les convictions des Institutions européennes de mettre en œuvre ce plan d'investissement. Je me rappelle très bien les conclusions de la réunion du Conseil en fin juin 2012, quand le Conseil a annoncé son Compact Pour La Croissance et l'Emploie, qui devait être soutenu par 120 milliards d'Euros. Est-ce que cet argent a été utilisé? Dans quels projets? Quel est la différence entre la proposition de 2012 et celle de 2014?
- Monsieur le Président, 'l'Europe' a toujours amené des opportunités, mais aussi des responsabilités. Il est maintenant le temps d'assumer ces responsabilités et de mettre en œuvre des solutions qui auront un impact direct et positif sur nos citoyens Européens et qui aideront l'Europe de retrouver sa confiance en elle et la confiance de ses citoyens.